

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette onzième année s'annonce des plus mouvementées. Plus que jamais une veille stratégique des enjeux et de l'environnement dans lequel évoluent les citoyens, les professionnels et les organisations de loisir est nécessaire, et c'est dans cette visée que s'amorcent les travaux d'analyse et de diffusion de l'équipe de l'Observatoire.

Le processus d'élaboration d'une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique qui est présentement en cours et les impacts d'un changement éventuel dans les priorités et la gouvernance du secteur constitueront la trame de fond de cette année 2013-2014 de l'Observatoire québécois du loisir.

### **Le contexte à observer en 2013-2014**

La mission de l'Observatoire reste sensiblement inchangée depuis sa création : être un agent de diffusion des nouvelles connaissances, des données et des tendances qui façonnent le secteur du loisir public, sous toutes ses formes. En adoptant un ton plus analytique qu'éditorial, nous visons à mettre en lumière les faits et les grands changements auxquels seront confrontés les organisations et leurs décideurs, que ce soit en matière de tendances dans la pratique, d'orientations politiques et de structures de gouvernance, ou de pratiques professionnelles. Ces changements sont souvent subtils, s'inscrivant dans les nouvelles habitudes de pratique ou dans de nouveaux défis de gestion, et reflètent la mouvance continue de l'environnement social, politique et économique du loisir.

Depuis la création de l'Observatoire, aucune décision politique n'aura, du moins potentiellement, un impact aussi important que l'élaboration présentement en cours de la Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique. En présentant son livre vert *Le goût et le plaisir de bouger* en juin dernier,

le gouvernement a pris la décision de jumeler dans une même démarche un virage clair vers la promotion de saines habitudes de vie par l'activité physique, promotion annoncée par la première ministre lors de son discours inaugural du 31 octobre 2012, et une politique du loisir et du sport, demandée depuis longtemps par les acteurs du milieu. L'Observatoire suivra de près l'articulation de ces deux objectifs distincts.

D'une part, la promotion des saines habitudes de vie par l'activité physique est loin d'être une innovation. La poursuite de cet objectif sociétal s'est amorcée il y a longtemps, et le gouvernement du Québec lui-même s'y est associé. Ce qu'il sera intéressant de suivre est l'innovation nécessaire pour que « d'ici 10 ans, la population québécoise devienne une des nations les plus en forme du monde<sup>1</sup> », objectif premier de cette démarche. Quelles nouvelles stratégies et quels nouveaux programmes seront mis en œuvre? Qui sera interpellé et se verra octroyer de nouvelles responsabilités? Comment s'articulera l'action locale, régionale

<sup>1</sup> Notes de discours de la première ministre du Québec, Pauline Marois, à l'occasion de l'ouverture de la 40<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale.

et provinciale? Comment ces défis sont-ils relevés ailleurs?

La promotion de l'activité physique est multidimensionnelle et nécessite non seulement de repenser les modes de vie des citoyens, mais également la structure même des communautés. Une concertation demeure nécessaire, faisant appel autant à l'expertise des professionnels de la santé, de l'urbanisme ou de l'aménagement qu'à celle des professionnels en loisir. Il demeurera intéressant d'observer qui prendra le leadership pour relever ce défi de taille.

D'autre part, la nouvelle politique suscite la première vraie remise en question des orientations et de la structure du loisir public depuis le *Cadre d'intervention gouvernemental en matière de loisir et de sport* de 1997. C'est une politique attendue par le milieu, mais certains sont un peu frileux à l'idée de voir la démarche aussi étroitement associée à la promotion d'un loisir dit « actif ». La nouvelle politique aura un impact indéniable dans le domaine de l'activité physique, dont les frontières sont moins bien définies. Qu'en sera-t-il de la gouvernance du loisir et du sport publics? Des changements se produiront-ils dans le soutien aux partenaires provinciaux et régionaux, et si c'est le cas, quels impacts auront-ils sur la prestation de services? L'Observatoire s'intéressera particulièrement à ces questions.

### **Le loisir, objet politique**

Dans une perspective plus large, cette onzième année sera entre autres consacrée au loisir comme objet politique : les nombreuses façons dont le loisir s'inscrit comme enjeu politique, les problèmes publics qu'il tente de résoudre et la manière dont le loisir s'insère dans les préoccupations des décideurs. Outre le projet de politique du gouvernement provincial, il y aura aussi au cours du dernier trimestre de 2013 des élections dans plus de 1100 municipalités du Québec. Dans ses études et ses publications, l'Observatoire s'intéressera tout particulièrement aux orientations des partis

politiques municipaux et à la place du loisir public dans les programmes des partis.

L'Observatoire continuera également de s'intéresser aux travaux de l'Agenda national du loisir, initiative de l'Association canadienne des parcs et loisirs. Cette démarche vise la création d'un cadre d'intervention et la formulation d'orientations stratégiques en loisir à l'échelle du Canada, qui seraient ensuite repris par les gouvernements des différentes provinces. Le Québec fait bande à part dans cette initiative, laquelle mérite néanmoins une attention particulière. L'Agenda national du loisir évolue en parallèle avec les initiatives de Canada Active 20/20 en activité physique et avec la politique canadienne du sport adoptée en 2012. Les initiatives québécoise et canadienne comportent de nombreuses similitudes, reprenant notamment des axes d'intervention semblables.

### **Le loisir, au cœur du défi rural**

Un autre thème qui sera abordé plus en profondeur est le loisir rural. En fait, la ruralité est, depuis les débuts de l'Observatoire, un thème de prédilection qui reviendra en force cette année. Notre équipe désire diffuser les résultats et contribuer aux efforts du premier Rendez-vous québécois du loisir rural qui s'est déroulé en mai dernier à Lac-Mégantic et dont la deuxième édition est prévue au printemps prochain.

La reconnaissance et le soutien des élus, la mobilisation citoyenne, les conditions parfois précaires des ressources en place, la coordination nécessaire entre municipalités pour l'organisation de programmes et le partage d'infrastructures sont quelques-unes des principales problématiques vécues dans ces milieux et qui demandent à être mieux explorées. L'Observatoire désire ainsi aider et soutenir davantage les nombreux professionnels appelés à développer ces communautés.

## **Le loisir dans sa pratique**

L'Observatoire continuera de veiller sur la pratique récréative, ses tendances et ses défis. Deux thèmes retiendront particulièrement notre attention cette année : loisir et santé, et occupation du temps libre, dont la notion semble en train de changer. Quoique subtil, ce changement risque d'affecter de façon radicale notre perception et le sens même du loisir.

Le loisir prend de plus en plus de place dans ce qui est qualifié de « politiques favorables à la santé » (voir vol. 5, n° 13). On a commencé à regarder les institutions de santé au-delà de leur vocation purement curative pour s'attarder aux nombreuses dimensions qui compose la santé. Or, il a été maintes fois démontré que le loisir est un vecteur important de la qualité de vie des citoyens et des communautés, y compris dans ces institutions. Par ailleurs, le discours des saines habitudes de vie n'a jamais été autant d'actualité et les professionnels en loisir sont souvent au cœur des interventions en cette matière.

Nous aborderons le rapport entre loisir et santé sous des angles particuliers au cours de l'année. L'Observatoire se penchera tout d'abord sur la pratique sportive inclusive et les saines habitudes de vie pour les personnes ayant une limitation fonctionnelle, sujet novateur qui fera l'objet d'une journée de réflexion cet automne à Trois-Rivières. Nous nous intéresserons également à la prise de risques dans la pratique récréative; sans en dresser un portrait alarmiste, il importe de se pencher sur les facteurs qui occasionnent une pratique plus risquée chez certaines personnes, ce qui pourrait améliorer la prévention des traumatismes d'origine récréative ou sportive. Finalement, les bienfaits du loisir sur la santé dans les centres d'hébergement feront l'objet d'un bulletin au cours de l'automne.

## **La consolidation de nos outils**

L'année qui commence servira à consolider plusieurs produits déjà existants fort appréciés de nos membres.

Mis en ligne à l'automne 2012, le Portail des gestionnaires de bénévoles a vu sa fréquentation croître de façon régulière pour atteindre plus de 3600 visiteurs en août, soit une progression de 28 % depuis avril 2013. Le Portail offre désormais quelque 70 fiches et devrait atteindre 100 fiches avant la fin de 2013. Un effort de promotion a porté fruit puisque 60 % des visites ont été effectuées directement sur la page d'accueil du portail. Ce n'est qu'un début! Les membres sont invités à insérer un lien avec le Portail sur leur propre page Web. En complément des courtes fiches, l'Observatoire québécois du loisir a publié au printemps 2013 un cadre éthique qui définit les valeurs, les devoirs et les fonctions de gestion, développement et soutien aux bénévoles, et qui fournit un préambule indispensable au portail.

La Bibliothèque électronique en loisir (BEL) sera revampée. De nouveaux contenus seront ajoutés, des modifications au moteur de recherche faciliteront l'accès aux documents, et nous travaillons à une veille systématique des nouveaux programmes, politiques et procédures pouvant aider ou inspirer les professionnels du milieu.

L'Observatoire visera aussi à être plus visible auprès de ses membres. Le site sera amélioré pour le rendre plus convivial, et l'Observatoire sera plus actif sur les réseaux sociaux.

## **Une équipe renouvelée**

Cette nouvelle année apporte aussi son lot de changements au sein même de notre équipe. L'Observatoire sera dorénavant codirigé, avec l'ajout de Marc-André Lavigne à titre de codirecteur. Professeur au Département d'études en loisir, culture et tourisme depuis 2009 et titulaire d'un doctorat en administration publique spécialisé en analyse de politiques,

Marc-André avait déjà travaillé à la coordination de l'Observatoire de 2002 à 2004.

Nous avons également le plaisir d'accueillir au sein de l'équipe Mylène Martin, qui s'occupera de la coordination de l'Observatoire dès cet automne. Titulaire d'un baccalauréat en loisir, culture et tourisme de l'UQTR, elle remplace Josée Desruisseaux qui a quitté son poste en mai dernier pour relever de nouveaux défis professionnels. La coordination est toujours disponible pour répondre à vos questions, par téléphone (1 800 365-0922 p. 3451) ou par courriel (oql@uqtr.ca).